

B I L L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

N° 38

Le capitalisme français n'a pas renvoyé Blum

Une dislocation du ministère Blum apparaissait probable à la fin de la session parlementaire de décembre. La discussion sur la politique étrangère et la position agressive que prirent les représentants du Parti Communistes ne s'expliquaient pas uniquement à cause des divergences existant à propos de la question espagnole : le fait que le groupe parlementaire communiste fit suivre ses interventions fortement hostiles par sa simple abstention et non par un vote d'opposition, le confirme. « Liberté de commerce avec le gouvernement légal. Tout pour le Front Populaire », telle a été la devise du parti communiste français. Les deux termes sont en contradiction, mais dans leur expression formelle seulement. En réalité, ils peuvent fort bien se concilier comme l'expérience vient de le prouver.

Le Front Populaire ne peut avoir que la politique étrangère correspondant aux intérêts actuels du secteur français du capitalisme international. Blum l'avait dit ouvertement : le rétablissement de la liberté commerciale avec le gouvernement de Valence ne suffit pas à assurer la victoire sur Franco; il faudrait bien plus : s'engager à fond dans la guerre; en un mot, étendre le brasier espagnol en le transformant en une conflagration internationale. À quoi Thorez répondait que la question n'était pas de savoir si un résultat décisif allait correspondre au changement de politique envers l'Espagne républicaine, mais de prendre la position qui pouvait permettre une défense simultanée des intérêts français menacés par l'Italie et l'Allemagne, et des intérêts de la « paix indivisible », que Mussolini venait de déclarer être l'envers de la médaille portant à l'endroit la « guerre indivisible ».

Aussi, au fond, Thorez et Blum étaient bien d'accord pour maintenir dans les rails de la guerre impérialiste, les événements d'Espagne. Seulement, le premier préconisait une politique plus active pour renforcer les positions militaires du « gouvernement légal d'Espagne », Blum, par contre, soutenait la nécessité de développer l'action tendant à éviter au travers du Comité de non-intervention, le renforcement des positions militaires de Franco.

Quand on élargit la question jusqu'à embrasser les problèmes d'Espagne, l'on comprend pourquoi la voie de la conciliation ait pu trouver une place après les débats orageux sur la politique étrangère au Palais Bourbon. Où se trouvent les intérêts réels du prolétariat espagnol : dans la lutte simultanée des ouvriers et des paysans contre la machine étatique du capitalisme actuellement et provisoirement dédoublée dans les deux gouvernements de Caballero et de Franco ou bien dans l'accouplement des travailleurs espagnols avec le sort du gouvernement légal? Inutile de dire que pas une voix ne s'est élevée au Parlement français pour proclamer la nécessité de la liaison des luttes sociales dans le pays — et surtout celles du Nord — avec les luttes du prolétariat espagnol reprenant son chemin spécifique et divorçant avec le capitalisme par la rupture avec toutes les forces qui l'ont emprisonné dans la machine étatique :